



Taux actuels de d'émaciation : 71% retard de croissance : 33.4% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 21.5%

Source: Gouvernement philippin (Enquête nationale sur la nutrition, 2015)

## Bons résultats

- Philippines : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Philippines : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2017.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Philippines : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Philippines : en 2015, 93.3% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Philippines : 95.4% des femmes de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2013.
- Philippines : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et du droit à la sécurité sociale est bon.
- Le taux d'enregistrement des naissances (90.2% en 2010) est élevé, permettant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

## Points à améliorer

- Philippines : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.



## Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	5.7%	2014	22e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>	7.4%	2015	15e ex aequo
<b>Politiques</b>			
Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>	Bon	2016	10e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>	Moyen	2013	24e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	90.2%	2010	6e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>	Moyen	2016	5e ex aequo
<b>Lois</b>			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>	Bon	2017	1er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	4e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo

<sup>1</sup> Pas de benchmark<sup>2</sup> Pas de benchmark<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

## Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2017	22e ex aequo
<b>Politiques</b>			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	72%	2015	24e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2012	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	93.3%	2015	8e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	75%	2015	6e
Visites médicales pour les femmes enceintes	95.4%	2013	13e ex aequo
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Modérée	2017-2022	28e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
<b>Lois</b>			
Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Pleinement consacré	2016	1er ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacré dans le droit ● Pleinement consacré<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel